

Compte-rendu de la CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes 9 novembre 2023

La **Commission Locale de l'Eau du SAGE Loire en Rhône-Alpes** s'est réunie en séance plénière (présentiel et distantiel), le 9 novembre 2023 à 10h00 à l'Hôtel du Département / Préfecture de la Loire.

Propos introductifs

Introduction conjointe par Daniel Frechet, président de la CLE du SAGE Loire en Rhône-Alpes et Alexandre Rochatte, Préfet de la Loire

Daniel FRECHET ouvre la séance. Il remercie l'ensemble des contributeurs des études HMUC et complémentaires, rappelant l'importance de pouvoir disposer des informations les plus précises et complètes possibles.

Alexandre ROCHATTE, se félicite d'arriver au stade des premiers résultats concrets, qui vont alimenter les réflexions communes sur le partage de l'eau. Concernant la note d'enjeux de l'Etat sur le PTGE, il précise que cette dernière ne constitue pas le « dire de l'Etat » sur le PTGE, mais bien les éléments que celui-ci considère comme devant être pris en compte dans la démarche, sans présumer de la manière dont ils le seront.

Note d'enjeux PTGE DDT42

Cécile BRENNE et Claire-Lise OUDIN présentent les différents points sur lesquels l'Etat sera vigilant dans le cadre de l'élaboration du PTGE.

Daniel FRECHET : rappelle que la finalité de cette note consiste à alimenter et à structurer les débats. Il invite ainsi les différentes structures à réagir à cette note par courrier dans un premier temps, à l'image de l'initiative du SMIF.

Alexandre ROCHATTE : précise que les réactions à cette note trouveront naturellement à s'inscrire dans les travaux réguliers sur le PTGE. A date, il s'agit d'alimenter le travail collectif pour la suite.

Restitution phase 1 – état des lieux - étude HMUC

Justine RICHARD du bureau d'études ANTEA présente les principaux résultats et méthodologies utilisées pour l'élaboration de l'état des lieux de l'étude HMUC.

Patrice CADET (association des moulins de la Loire) : souhaite rappeler l'importance du maintien des lignes d'eau pour l'alimentation des nappes, un seuil sans usage anthropique, possède toujours en ce sens, un usage écologique-selon lui.

Stéphanie FAYARD : regrette que les EPCI n'aient pas été destinataires des données de l'état des lieux en amont de la réunion. Elle identifie par ailleurs une coquille dans la note d'enjeux (on parle de réduction des consommations alors qu'il s'agit des prélèvements¹).

Justine RICHARD : souligne que les données ont bien été partagées tout au long de l'étude via les différents échanges et comptes rendus des différents comités techniques. En outre, cette réunion ne constitue pas une phase de validation mais de présentation des principaux résultats de la phase 1. L'objectif du jour est bien de faciliter la lecture des différents rendus qui seront bientôt transmis à l'ensemble des membres de la CLE.

Jean-Yves BONNEFOY (Président du SMIF) : s'interroge sur l'écart entre les volumes prélevés pour l'AEP (30 millions de m³ en 2020) et les volumes rejetés par les stations d'épuration (60 millions de m³ en 2020).

Justine RICHARD : cette différence s'explique notamment par des importations en eau importantes sur le territoire (depuis Lavalette, le Rhône via le syndicat des monts du Lyonnais), également par des incertitudes sur les volumes rejetés par les stations d'épuration, qui peuvent toujours contenir une partie d'eaux pluviales.

Pascal PETIT (Roannaise de l'eau) : ajoute également les rejets des industriels dans les réseaux d'assainissement alors que leurs prélèvements proviennent de captages dans les milieux naturels et non des réseaux AEP. A titre d'illustration, la station de Roanne collecte annuellement environ 10 millions de m³ d'eaux usées alors que seulement 5 millions de m³ d'eau potable sont distribués.

¹ Correction apportée par la DDT42 suite à la réunion et intégrée dans le support de présentation.

Jean-Yves BONNEFOY (Président du SMIF) : s'interroge sur les critères de détermination du caractère piscicole des étangs.

Justine RICHARD : il n'existe pas de base de données sur les étangs strictement à usage piscicole. De fait, la détermination s'est opérée par sectorisation dans le cadre de l'étude, soit l'ensemble des étangs présents sur les 3 grandes plaques que compte le territoire (Montbrison, Feurs, Arthun), que leurs usages soient piscicoles, cynégétiques, etc.

Sandrine GUENNEAU (directrice FDC42) : souhaite proposer une autre piste de solution à discuter en phase de diagnostic pour les étangs, à savoir, l'entretien coordonné des ouvrages d'alimentation aujourd'hui délaissés par les propriétaires et dont l'état actuel (fossés obstrués notamment) limite leur alimentation.

Laurence BUSSIÈRE (Région AuRA) : souligne l'importance d'un travail coordonné avec les SAGE de l'amont, qui eux aussi, se sont lancés dans des études HMUC (Loire Amont et Lignon du Velay).

Daniel FRECHET : en ce sens, rappelle que l'animation mutualisée de 10 SAGE par l'EPL sur le bassin de la Loire, dont Loire Amont et Loire en Rhône-Alpes, facilite les collaborations techniques entre animateurs et renforce les échanges entre Présidents de CLE, notamment sur ce sujet.

Jean-Louis DANJOUX (président CCI Roanne) : constate que les prélèvements industriels représentent une part relativement faible de l'ensemble, notamment par rapport à l'évaporation des plans d'eau, alors même que l'activité économique est tout particulièrement concernée par les restrictions d'usage des arrêtés cadres sécheresse.

Etudes complémentaires HMUC - volet agricole

Nadine CROIZIER et Anaïs REBAUD présentent les résultats de l'étude complémentaire HMUC sur le volet agricole.

Marion LANGON (OFB Région) : s'interroge sur la définition et le choix du nombre des années sèches, normales et humides dans l'étude.

Anaïs REBAUD et Nadine CROIZIER : sur un territoire d'élevage où une très large majorité de la SAU est en herbe, les productions fourragères demandent avant tout de l'eau au printemps. Il a donc été considéré qu'un printemps chaud et sec constituait une année sèche, même si l'été ne l'était pas. Les projections

climatiques réalisées (AP3C, testées pour valider leurs compatibilités avec celles du modèle DRIAS de l'étude HMUC) et l'analyse rétrospective de la chronique 2003-2022 (pluviométrie et évapotranspiration) ont ainsi conduit à formuler sur 10 ans l'hypothèse d'occurrence suivante : 5 années sèches, 4 normales et 1 humide.

Marion LANGON : souligne que cette étude apporte des éléments importants à la réflexion (scénarios d'évolution et de répartition des besoins par culture et filière notamment). A présent, il s'agit de recroiser ces éléments avec la disponibilité de la ressource en eau et de tester les hypothèses lors de la phase de diagnostic de l'étude HMUC.

Daniel FRECHET : partage ce point de vue, au regard d'une démarche globale qui s'opère étape par étape. A ce stade, cette contribution de la chambre d'agriculture s'inscrit dans la phase de présentation de l'état des lieux.

Nicolas CHARRETIER : outre l'orientation vers les cultures les plus efficaces vis-à-vis de leur consommation en eau, précise que ce travail s'est attaché à être le plus réaliste possible, tenant compte d'un potentiel agronomique des sols qui rend difficile le développement de nouvelles filières viables sur le territoire. Maintenir fonctionnelles les filières existantes permet d'assurer l'alimentation animale et donc une production alimentaire locale. Derrière la question de l'eau, se pose donc et aussi la question de l'importation de notre alimentation et des choix à opérer en la matière.

Vincent ROGER (COPLER) : les chiffres AGRESTE marquant une baisse significative de la consommation de viande en France sur 2023, s'interroge sur l'hypothèse de relative stabilité de celle-ci dans l'étude.

Nadine CROIZIER : le marché de la viande est un marché complexe dont les évolutions sont à observer segment par segment et sur une longue période, également, au regard de l'évolution de la part des importations. Sur la longue durée et à ce jour, nous observons une lente érosion de cette consommation, mais pas de chute brutale. Les projections de l'étude s'établissent à l'horizon 2050, ce qui laisse le temps à des inversions ou stabilisations de tendance.

Cécile BRENNE : avec le départ des rédacteurs de l'étude, souhaite organiser une réunion afin de garantir la bonne transmission de l'ensemble des hypothèses retenues et des méthodologies utilisées dans l'étude.

Nadine CROIZIER : la transmission en interne sera réalisée auprès de Flore Saint-André. En externe, l'ensemble des hypothèses et méthodologies ont été explicitées lors des 4 comités techniques, sachant que tous ces éléments seront repris dans le

rapport final qui sera transmis à l'AELB et au Département - et donc à tous les membres du COTECH et de la CLE.

Aymeric DUPONT (AELB) : l'Agence a souhaité financer ces études sectorielles portées par les acteurs locaux, pour avancer sur la connaissance et favoriser leur montée en compétence sur la question de la gestion quantitative. Les éléments produits dans le cadre de ces études ont naturellement vocation à s'inscrire dans les logiques de concertation des prochaines étapes de l'analyse HMUC et du PTGE. D'ores et déjà, ils auront permis d'impliquer les professions le plus en amont possible de la démarche globale (chambre d'agriculture, mais également fédération de pêche pour les besoins des milieux, EPURES pour le développement urbain et prochainement la CCI pour les demandes économiques hors agriculture). Ces éléments constituent ainsi un point positif pour la démarche de partage de l'eau engagée sur le territoire en ce qu'ils permettent à tous de démarrer ensemble et d'avancer en connaissance partagée.

Patrice COUCHAUD (LFA) : parmi les orientations de la note d'enjeux de la DDT42, il est notamment noté le souhait de travailler collectivement sur les enjeux de l'eau demain. Quelle est la méthodologie de travail envisagée avec les territoires pour affiner localement les différents enjeux que l'Etat identifie aujourd'hui ?

Cécile BRENNE : indique que l'avancement et la confrontation des études en cours permettront de préciser et de compléter ces enjeux.

Daniel FRECHET : au-delà de la nécessaire concertation à l'échelle des bassins-versants et de l'implication forte des territoires dans la démarche globale du PTGE, insiste également sur l'importance de leur présence lors des différents comités techniques et autres réunions d'information intermédiaires, l'étude HMUC et ses compléments constituant le socle de diagnostic commun du PTGE.

Alexandre ROCHATTE : rappelle que la note ne vise pas à l'exhaustivité mais à souligner les enjeux qui, aujourd'hui, apparaissent comme les plus importants aux yeux de l'Etat, soit les enjeux qu'il faudra collectivement travailler, en mobilisant les résultats de l'ensemble des études ainsi que les différentes instances de concertation dédiées aux démarches HMUC et PTGE.

Autre points d'actualités

❖ *Recomposition du Bureau de la CLE*

Les membres du collège des « usagers » sont appelés à valider la reconstitution du bureau la CLE suite à la dissolution de l'ALSAPE et au nouvel arrêté de composition de la CLE (DT23-0835). Il est ainsi proposé que :

- l'ALSAPE étant une émanation de la CCI, celle-ci récupère le siège laissé vacant suite à la dissolution de l'association ;
- les carriers ligériens, qui représentaient déjà l'UNICEM à la CLE comme au bureau, remplacent l'UNICEM à la CLE et au bureau après accord de l'UNION, cf. arrêté préfectoral de reconstitution de la CLE (DT23-0835).

Cette proposition est validée à l'unanimité des membres du collège des usagers participants à la réunion (cf. liste annexée ci-après).

❖ *Report de la CLE du 20 décembre 2023*

Daniel Frechet informe les participants que la CLE initialement prévue le 20 décembre prochain est reportée à la mi-janvier. L'objectif est de laisser aux membre de la CLE un temps supplémentaire pour prendre connaissance des rendus de la phase 1 avant leur validation.

La date du 20 décembre est conservée pour l'organisation d'un comité technique intermédiaire HMUC qui présentera notamment le volet « Climat » de l'étude.

Cette réunion, comme tous les COTECH, est ouverte à l'ensemble des membres de la CLE et se tiendra en format mixte, présentiel et distanciel. Elle sera également l'occasion d'aborder l'ensemble des interrogations relatives aux différents rendus de la phase 1 (fiches unités de gestion, études complémentaires, etc.), comme de préciser les étapes à venir et l'articulation entre les démarches en cours.

Liste des participants en présentiel

STRUCTURE	REPRESENTANT
AELB	Aymeric Dupont
AEP Bombarde	Lucien Guillot
ARS42	Cécile Allard
CA42	Nicolas Charretier
CA42	Nadine Croizier
CA42	Anais Rebeaud
CA42	Flore Saint-André
CC Monts du Lyonnais	Norbert Dupeyron
CD42	Daniel Frechet
CD42	Chantal Brosse
CD42	Guillaume Verpy
CD42	Julie Fargier
CD42	Lucie Jimenez
CD42	Julie Faure-Laurent
CDAFAL	Lucien Moullier
COPLER	Timothée Crionay
COPLER	Vincent Roger
DDT42	Cécile Brenne
DDT42	Claire-Lise Oudin
DDT42	Sandrine Villatte
DREAL AuRA	Dorothée Jéhaès
EDF	Sylvain Lecuna
EPL/CD42	Gonzague de Montmagner
EPURES	Christophe Riocreux
FNE42	Bernard Grimbert
FNE42	Philippe Huard
FPPMA42	Roland Cabane
FPPMA42	Vincent Garnier
Groupeement des carriers ligériens	Tristan Richard
Loire Forez Agglomération	Stéphanie Fayard
Loire Forez Agglomération	Patrice Couchaud
OFB	Marion Langon
Préfecture 42	Alexandre Rochatte
Préfecture 43	Myriam Bernard
Région AuRA	Laurence Bussière
Roannaise de l'eau	Pascal Petit
SEM	Julien Luya
SEM	François Delorme
SIMACOISE	Capucine Dessez
SMAELT	Pascal Veluire
SMAELT	Xavier de Villèle
SMIF	Jean-Yves Bonnefoy

SMIF	Jean Sanial
Syndicat des moulins de la Loire	Patrice Cadet

Liste des participants en distanciel

STRUCTURE	REPRESENTANT
CA Ouest Rhodanien	Sylvie Martinez
CD43	Jean-Damien Romeyer
Groupeement des carriers ligériens	Jean-Yves Naulin
SMAGL	Sébastien Arnaud
FDC42	Sandrine Gueneau
CD42	Jean de Bouard
CD42	Sophie Montet
DREAL AuRA	Dorothée Jéhaès
CA43	Sophie Genest

Excusé(e)s

STRUCTURE	REPRESENTANT
CC Forez-Est	Véronique Chavereau
CC Monts du Pilat	Denis Thoumy
CD43	Nathalie Rousset
EPL	Sylvain Dardoullier
SIMACOISE	Philippe Bonnier
UiD DREAL 42-43	Sylvain Galthié